

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 13. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 maart 2018.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS
De Minister van Begroting,
J.-L. CRUCKE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/201629]

**22 MARS 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon
interdisant l'utilisation de pesticides contenant des néonicotinoïdes**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, les articles 4/1 et 4/2, insérés par le décret du 20 octobre 2016;

Vu la décision du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable de ne pas remettre d'avis en date du 26 juin 2017;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature, donné le 27 juin 2017;

Vu le rapport du 17 novembre 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 62.698/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 janvier 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, en vertu de l'article 4/1 du décret du 10 juillet 2013 précité, le Gouvernement peut réglementer et, au besoin, interdire, de manière temporaire ou pour une durée indéterminée, l'application de pesticides en tout lieu lorsque ces pesticides contiennent des substances actives qui représentent un risque pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine ou pour la conservation de la nature;

Considérant que les néonicotinoïdes sont des substances actives insecticides systémiques, utilisées à la fois comme produits phytopharmaceutiques et comme biocides par les utilisateurs professionnels et non professionnels; que ces substances sont approuvées dans l'Union européenne par le Règlement d'exécution (UE) n^o540/2011 de la Commission du 25 mai 2011 portant application du Règlement (CE) n^o 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil;

Considérant que le Règlement d'exécution (UE) n^o 485/2013 de la Commission du 24 mai 2013, modifiant le Règlement d'exécution (UE) n^o 540/2011 en ce qui concerne les conditions d'approbation des substances actives clothianidine, thiaméthoxame et imidaclopride et interdisant l'utilisation et la vente de semences traitées avec des produits phytopharmaceutiques contenant ces substances actives, prévoit des restrictions drastiques de l'usage de ces 3 néonicotinoïdes depuis le 1^{er} décembre 2013 sur la base du rapport rendu par l'EFSA le 16 janvier 2013;

Considérant que le Conseil supérieur de la santé conclut, dans son avis n^o 9241 du 19/07/2016, que les résultats de l'étude WIA (*Worldwide Integrated Assessment*) ainsi que ceux de l'étude du EASAC (*European Academies Science Advisory Council*) sur les effets sur la santé humaine et les écosystèmes constituent des signes d'alerte importants. Qu'il recommande l'adoption d'une approche préventive et souligne l'urgence d'études complémentaires sur la toxicité des néonicotinoïdes, l'exposition humaine à ceux-ci, ainsi que sur leurs effets sur les services écosystémiques;

Considérant que, à la lumière de ces observations entourant les effets des néonicotinoïdes sur la santé humaine, ainsi que leur impact sur l'environnement et sur la nature, il convient de prendre en considération le principe de précaution;

Considérant que, dans son arrêt du 11 septembre 2002, Pfizer Animal Health S.A. contre Conseil de l'Union européenne (T-13/99, ECLI: EU: T: 2002: 209) le Tribunal de l'Union européenne a rappelé ce principe de précaution et les devoirs qui en découlent; que, ainsi, s'il est " défendu d'adopter une approche purement hypothétique du risque et d'orienter les décisions à un niveau de " risque zéro ", les institutions communautaires doivent toutefois tenir compte de leur obligation, en vertu de l'article 129, § 1^{er}, 1^{er} alinéa, du traité, d'assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine, qui, pour être compatible avec cette disposition, ne doit pas nécessairement être techniquement le plus élevé possible. (...) La détermination du niveau de risque jugé inacceptable dépend de l'appréciation portée par l'autorité publique compétente sur les circonstances particulières de chaque cas d'espèce. À cet égard, cette autorité peut tenir compte, notamment, de la gravité de l'impact d'une survenance de ce risque sur la santé humaine, y compris l'étendue des effets adverses possibles, de la persistance, de la réversibilité ou des effets tardifs possibles de ces dégâts ainsi que de la perception plus ou moins concrète du risque sur la base de l'état des connaissances scientifiques disponibles ";

Considérant que " En particulier, il convient d'observer que le principe de précaution permet aux institutions communautaires d'adopter, dans l'intérêt de la santé humaine, mais sur la base d'une connaissance scientifique encore lacunaire, des mesures de protection susceptibles de porter atteinte, même de façon profonde, à des positions juridiques protégées et donne, à cet égard, aux institutions une marge d'appréciation importante ";

Considérant que, pour les motifs qui précèdent, il convient de considérer les néonicotinoïdes comme des substances actives qui représentent, au sens de l'article 4/1 du décret du 10 juillet 2013, un risque pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine ou pour la conservation de la nature;

Considérant qu'il convient d'interdire l'utilisation de tout pesticide (produit phytopharmaceutique et biocide) contenant des néonicotinoïdes sur le territoire de la Région wallonne, et ce, compte tenu des risques qu'ils sont susceptibles de présenter pour la santé humaine et pour l'environnement;

Considérant les travaux parlementaires qui ont mené à l'adoption de la résolution « visant à définir une stratégie d'interdiction des pesticides aux néonicotinoïdes en Wallonie », n^o256 du 16 novembre 2017, et notamment les auditions du CRA-W et de l'IRBAB;

Considérant le tableau récapitulatif de la situation de dépendance ou non aux néonicotinoïdes et de possibilité de substitution aux produits contenant des néonicotinoïdes par secteur, établi par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie en collaboration avec le Centre wallon de Recherches agronomiques et les Centres pilotes pour le développement et la vulgarisation en agriculture; Que ce tableau permet de justifier les cas où il existe un moyen de substitution;

Considérant le dossier technique de INERIS relatif aux données technico-économiques sur les substances chimiques en France sur les néonicotinoïdes;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 10 juillet 2013 : le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre Ier du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture;

2° les néonicotinoïdes : les substances actives insecticides systémiques agissant sur le système nerveux central des insectes comme antagonistes des récepteurs nicotiniques de l'acétylcholine;

3° l'utilisateur professionnel : toute personne appliquant des pesticides au cours de son activité professionnelle;

4° l'utilisateur non professionnel : toute personne appliquant des pesticides et ne répondant pas à la définition visée au 3°;

5° le distributeur : toute personne physique ou morale établie en Région wallonne qui met des pesticides sur le marché, notamment les grossistes, les détaillants, les vendeurs et les fournisseurs;

6° le Ministre : le Ministre de l'Environnement.

Concernant le 3°, les substances actives visées sont listées à l'annexe I du présent arrêté.

Art. 2. L'utilisation de tout pesticide contenant des néonicotinoïdes est interdite.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les pesticides contenant des néonicotinoïdes, pour lesquels il n'existe pas d'alternatives satisfaisantes, peuvent être appliqués par des utilisateurs professionnels titulaires d'une phytolice P1, P2 ou P3 dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article D.3, 1°, du Code wallon de l'Agriculture.

L'annexe II du présent arrêté dresse la liste des usages pour lesquelles il n'existe pas d'alternatives satisfaisantes et pour lesquelles l'utilisation de pesticides contenant les substances actives visées est autorisée. Afin d'assurer que les utilisateurs professionnels de pesticides contenant les substances actives concernées par l'annexe II, soient spécifiquement informés du risque présenté par ces substances pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine ou pour la conservation de la nature, le Ministre peut établir une brochure explicative mise à disposition de ces utilisateurs professionnels.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les pesticides contenant des néonicotinoïdes peuvent être appliqués par des utilisateurs professionnels titulaires d'une phytolice P1, P2 ou P3 pour des raisons de conservation de la nature, de conservation du patrimoine végétal ou de sécurité des personnes, en ce compris pour la lutte contre les espèces exotiques envahissantes. Pour la lutte contre les espèces exotiques envahissantes, cette dérogation intervient en dernier recours, pour un traitement limité et par les moyens les plus adéquats.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les biocides contenant des néonicotinoïdes peuvent être appliqués par des utilisateurs professionnels enregistrés comme utilisateurs de produits biocides du circuit restreint, pour des raisons de conservation de la nature, de conservation du patrimoine végétal, gestion des risques sanitaires ou de sécurité des personnes, en ce compris pour la lutte contre les espèces exotiques envahissantes. Pour la lutte contre les espèces exotiques envahissantes visées par la circulaire du 23 avril 2009 relative aux espèces exotiques envahissantes, ainsi que pour la lutte contre les espèces *Carduus crispus*, *Cirsium lanceolatum*, *Cirsium arvense*, les *Rumex crispus*, et *Rumex obtusifolius* cette dérogation intervient en dernier recours, pour un traitement limité et par les moyens les plus adéquats.

Art. 3. Les distributeurs informent l'acheteur de pesticide contenant des néonicotinoïdes de l'interdiction d'utilisation prévue à l'article 2. Ils l'informent des risques présentés par les néonicotinoïdes pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine et pour la conservation de la nature.

Pour assurer l'information prévue à l'alinéa 1^{er}, les distributeurs placent les pesticides contenant des néonicotinoïdes sous clés ou dans un étalage hors d'accès libre pour les acheteurs particuliers.

Le Ministre peut arrêter le contenu, la forme et les modalités de l'obligation d'information visée à l'alinéa 1^{er}.

Seul le personnel disposant d'une phytolice de type NP ou P3 peut délivrer l'information prévue à l'alinéa 1^{er}. Cette obligation ne s'applique pas lors de la vente de pesticides affectés en circuit libre au sens de l'arrêté royal du 8 mai 2014 relatif à la mise à disposition sur le marché et à l'utilisation des produits biocides. Le Ministre peut établir une brochure explicative mise à disposition de ces utilisateurs professionnels.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2018.

Art. 5. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 mars 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Annexe I. Liste non-exhaustives de substances actives visées par la définition de « Néonicotinoïde »
Substances actives visées par l'article 1^{er}, 3° du présent arrêté et interdisant l'utilisation de pesticides contenant des néonicotinoïdes :

- 1° Imidaclopride;
- 2° Thiaclopride;
- 3° Thiaméthoxame;
- 4° Clothianidine;
- 5° Acétamipride.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2018 interdisant l'utilisation de pesticides contenant des néonicotinoïdes.

Namur, le 22 mars 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Annexe II. Liste des usages pour lesquelles il n'existe pas d'alternatives satisfaisantes et pour lesquelles l'utilisation de pesticides contenant les substances actives visées est autorisée

L'utilisation des néonicotinoïdes est autorisée pour les cultures :

1° production de plants de pomme de terre, pour le traitement des semences contre les pucerons (viroses);

2° de betterave et de chicorée pour le traitement des semences contre les ravageurs du sol;

3° de production de légumes industriels pour le traitement contre la mouche de la carotte.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2018 interdisant l'utilisation de pesticides contenant des néonicotinoïdes.

Namur, le 22 mars 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/201629]

22. MÄRZ 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zum Verbot der Verwendung von Neonicotinoide enthaltenden Pestiziden

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft, Artikel 4/1 und 4/2, eingefügt durch das Dekret vom 20. Oktober 2016;

Aufgrund des Beschlusses des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung ("Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable") vom 26. Juni 2017, keine Stellungnahme abzugeben;

Aufgrund des am 27. Juni 2017 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen hohen Rates für die Erhaltung der Natur ("Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature");

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 17. November 2017;

Aufgrund des am 15. Januar 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates 62.698/4;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund von Artikel 4/1 des vorerwähnten Dekrets vom 10. Juli 2013 die Verwendung von Pestiziden an allen Orten vorübergehend oder für einen unbefristeten Zeitraum regeln und falls nötig verbieten kann, wenn diese Pestizide Wirkstoffe enthalten, die ein Risiko für den Schutz der Umwelt, die menschliche Gesundheit oder die Erhaltung der Natur darstellen;

In der Erwägung, dass es sich bei Neonicotinoiden um systemische insektizide Wirkstoffe handelt, die sowohl als Pflanzenschutzmittel als auch als Biozide von beruflichen und nicht beruflichen Verwendern verwendet werden; dass diese Wirkstoffe in der Union durch die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 540/2011 der Kommission vom 25. Mai 2011 zur Durchführung der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates zugelassen werden;

In der Erwägung, dass die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 485/2013 der Kommission vom 24. Mai 2013 zur Änderung der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 540/2011 hinsichtlich der Bedingungen für die Genehmigung der Wirkstoffe Clothianidin, Thiamethoxam und Imidacloprid sowie des Verbots der Anwendung und des Verkaufs von Saatgut, das mit diese Wirkstoffe enthaltenden Pflanzenschutzmitteln behandelt wurde, seit dem 1. Dezember 2013 auf der Grundlage des von der EFSA am 16. Januar 2013 abgegebenen Berichts drastische Einschränkungen der Verwendung dieser 3 Neonicotinoide vorsieht;

In der Erwägung, dass der Hohe Gesundheitsrat in seiner Stellungnahme Nr. 9241 vom 19. Juli 2016 zu dem Schluss gelangt, dass die Ergebnisse der WIA-Studie (*Worldwide Integrated Assessment*) sowie jene der Studie der EASAC (*European Academies Science Advisory Council*) über die Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit und die Ökosysteme wichtige Warnsignale darstellen. Dass er empfiehlt, einen präventiven Ansatz zu verfolgen, und betont, dass dringend ergänzende Studien über die Toxizität der Neonicotinoide, die Exposition des Menschen gegenüber diesen Wirkstoffen sowie die Auswirkungen auf die Ökosystemdienstleistungen durchgeführt werden müssen;

In der Erwägung, dass angesichts der Beobachtungen betreffend die Auswirkungen der Neonicotinoide auf die menschliche Gesundheit sowie deren Einfluss auf die Umwelt und die Natur der Vorsorgegrundsatz berücksichtigt werden muss;

In der Erwägung, dass das Gericht der Europäischen Union in seinem Urteil vom 11. September 2002 Pfizer Animal Health S.A. gegen Rat der Europäischen Union (T-13/99, ECLI: EU: T: 2002: 209) an dieses Vorsorgeprinzip und die sich daraus ergebenden Pflichten erinnert hat; dass demnach "zwar eine rein hypothetische Betrachtung des Risikos und eine Ausrichtung der Entscheidungen auf ein "Nullrisiko" untersagt ist, die Gemeinschaftsorgane jedoch ihre Verpflichtung aus Artikel 129 Absatz 1 Unterabsatz 1 EG-Vertrag beachten müssen, ein hohes Gesundheitsschutzniveau sicherzustellen, das, um mit dieser Vorschrift vereinbar zu sein, nicht unbedingt das in technischer Hinsicht höchstmögliche sein muss. (...) Die Bestimmung des für nicht hinnehmbar gehaltenen Risikograds hängt von der Beurteilung der besonderen Umstände des Einzelfalls durch die zuständige öffentliche Stelle ab. Insoweit kann die betreffende Stelle insbesondere die Schwere der Auswirkung, die der Eintritt dieses Risikos auf die menschliche Gesundheit hat, einschließlich des Umfangs der möglichen nachteiligen Wirkungen, die Dauer, die Reversibilität oder die möglichen Spätfolgen dieser Schäden sowie die mehr oder weniger konkrete Wahrnehmung des Risikos nach dem Stand der vorhandenen wissenschaftlichen Erkenntnisse berücksichtigen";

In der Erwägung, dass "insbesondere zu beachten ist, dass das Vorsorgeprinzip es den Gemeinschaftsorganen erlaubt, im Interesse der menschlichen Gesundheit, aber auf der Grundlage noch lückenhafter wissenschaftlicher Erkenntnisse Schutzmaßnahmen zu erlassen, die - sogar erheblich - in geschützte Rechtspositionen eingreifen können, und räumt den Organen insoweit ein weites Ermessen ein";

In der Erwägung, dass es aus den vorerwähnten Gründen angebracht ist, Neonicotinoide als Wirkstoffe zu betrachten, die im Sinne von Artikel 4/1 des Dekrets vom 10. Juli 2013 ein Risiko für den Umweltschutz, die menschliche Gesundheit oder für die Erhaltung der Natur darstellen;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die Verwendung jeglicher Pestizide (sowohl als Pflanzenschutzmittel als auch als Biozide), die Neonicotinoide enthalten, auf dem Gebiet der Wallonischen Region zu verbieten, und zwar unter Berücksichtigung der Risiken, die sie für die menschliche Gesundheit und die Umwelt darstellen können;

In Erwägung der parlamentarischen Arbeiten, die zur Verabschiedung des Beschlusses "zur Ausarbeitung einer Strategie zur Untersagung von Pestiziden, die Neonicotinoide enthalten, in der Wallonie" Nr. 256 vom 16. November 2017 geführt haben uns insbesondere in Erwägung der Anhörung des Wallonischen Zentrums für agronomische Forschung und des Königlichen Belgischen Instituts für die Verbesserung der Zuckerrübe;

In Erwägung der Übersichtstabelle zur Beurteilung des Abhängigkeitsverhältnisses gegenüber den Neonicotinoide und der Möglichkeit, Neonicotinoide enthaltende Erzeugnisse pro Sektor durch andere Erzeugnisse zu ersetzen, die von der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie in Zusammenarbeit mit dem Wallonischen Zentrum für agronomische Forschung und den Pilotzentren für die Entwicklung und Beratung in der Landwirtschaft erstellt wurde; dass anhand dieser Tabelle die Fälle gerechtfertigt werden können, in denen eine Ersatzmöglichkeit besteht;

In Erwägung der technische Akte des Instituts INERIS über die technisch-wirtschaftlichen Angaben über chemische Substanzen in Frankreich betreffend die Neonicotinoide;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 10. Juli 2013: das Dekret vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft;

2° Neonicotinoide: die systemischen insektiziden Wirkstoffe, die auf das zentrale Nervensystem der Insekten als Antagonisten der nikotinischen Acetylcholinrezeptoren wirken;

3° beruflicher Verwender: jede Person, die im Rahmen ihrer beruflichen Tätigkeit Pestizide verwendet;

4° nicht beruflicher Verwender: jede Person, die Pestizide verwendet und nicht der in Ziffer 3 erwähnten Definition entspricht;

5° Vertreiber: jede natürliche oder juristische Person mit Sitz in der Wallonischen Region, die Pestizide in Verkehr bringt, insbesondere die Großhändler, Einzelhändler, Verkäufer und Lieferanten;

6° Minister: Der Minister für Umwelt.

Für Ziffer 3 werden die betreffenden Wirkstoffe in Anhang I zum vorliegenden Erlass angeführt.

Art. 2 - Die Verwendung von Pestiziden, die Neonicotinoide enthalten, ist verboten.

In Abweichung von Absatz 1 dürfen Pestizide, die Neonicotinoide enthalten und für die keine zufriedenstellenden Alternativen existieren, von beruflichen Verwendern, die Inhaber einer Phytolizenz P1, P2 oder P3 sind, im Rahmen einer landwirtschaftlichen Tätigkeit im Sinne von Artikel D.3 1° des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft verwendet werden.

In Anhang II zum vorliegenden Erlass werden die Anwendungen angeführt, für die keine zufriedenstellenden Alternativen existieren und für die die Verwendung von Pestiziden, die die betreffenden Wirkstoffe enthalten, zulässig ist. Um zu gewährleisten, dass berufliche Verwender von Pestiziden, die die in Anhang II angeführten Wirkstoffe enthalten, spezifisch über die Gefahr informiert werden, die diese Stoffe für den Umweltschutz, die menschliche Gesundheit oder die Naturerhaltung darstellen, kann der Minister eine Informationsbroschüre zu erstellen, die diesen beruflichen Verwendern zur Verfügung gestellt wird.

In Abweichung von Absatz 1 dürfen Pestizide, die Neonicotinoide enthalten, von beruflichen Verwendern, die Inhaber einer Phytolizenz P1, P2 oder P3 sind, aus Gründen der Erhaltung der Natur, der Erhaltung des Pflanzenerbgutes oder der Sicherheit der Personen, einschließlich für die Bekämpfung der invasiven gebietsfremden Arten, verwendet werden. Was die Bekämpfung der invasiven gebietsfremden Arten betrifft, kommt diese Abweichung als letztes Mittel für eine beschränkte Behandlung durch die am besten geeigneten Mittel zur Anwendung.

In Abweichung von Absatz 1 dürfen Biozide die Neonicotinoide enthalten, von beruflichen Verwendern, die als Verwender von Biozidprodukten im beschränkten Vertrieb registriert sind, aus Gründen der Erhaltung der Natur, der Erhaltung des Pflanzenerbgutes, des Gesundheitsrisiko-Managements oder der Sicherheit der Personen, einschließlich für die Bekämpfung der invasiven gebietsfremden Arten, verwendet werden. Für die Bekämpfung der im Rundschreiben vom 23. April 2009 über die gebietsfremden invasiven Arten erwähnten gebietsfremden invasiven Arten sowie für die Bekämpfung der Arten *Carduus crispus*, *Cirsium lanceolatum*, *Cirsium arvense*, *Rumex crispus* und *Rumex obtusifolius* kommt diese Abweichung als letztes Mittel für eine beschränkte Behandlung durch die am besten geeigneten Mittel zur Anwendung.

Art. 3 - Die Vertreiber informieren den Käufer von Pestiziden, die Neonicotinoide enthalten, über das in Artikel 2 angeführte Anwendungsverbot. Sie setzen ihn von den Risiken in Kenntnis, die die Neonicotinoide für den Umweltschutz, die menschliche Gesundheit und die Erhaltung der Natur darstellen.

Um die in Absatz 1 vorgesehene Information sicherzustellen, bewahren die Vertreiber von Pestiziden, die Neonicotinoide enthalten, diese unter Verschluss auf oder stellen sie in Warenregale, die für die privaten Käufer unzugänglich sind.

Der Minister kann den Inhalt, die Form und die Modalitäten für die in Absatz 1 erwähnte Informationspflicht verabschieden.

Nur das Personal, das über eine Phytolizenz des Typs NP oder P3 verfügt, ist befugt, die in Absatz 1 vorgesehene Information zu erteilen. Diese Verpflichtung ist nicht anwendbar im Falle des Verkaufs von in den freien Vertrieb eingeteilten Pestiziden im Sinne des Königlichen Erlasses vom 8. Mai 2014 über die Bereitstellung auf dem Markt und die Verwendung von Biozidprodukten. Der Minister ist befugt, eine Informationsbroschüre zu erstellen, die diesen beruflichen Verwendern zur Verfügung gestellt wird.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 2018 in Kraft.

Art. 5 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. März 2018

Für die Regierung :
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Anhang I - Nicht abschließende Liste der in den Definitionsbereich der Neonicotinoide fallenden Wirkstoffe
Wirkstoffe nach Artikel 1 Ziffer 3 des vorliegenden Erlasses zum Verbot der Verwendung von Neonicotinoide
enthaltenden Pestizide:

- 1° Imidacloprid;
- 2° Thiacloprid;
- 3° Thiamethoxam;
- 4° Clothianidin;
- 5° Acetamiprid.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. März 2018 zum Verbot der Verwendung von Neonicotinoide enthaltenden Pestiziden beigefügt zu werden.

Namur, den 22. März 2018

Für die Regierung :
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Anhang II - Liste der Anwendungen, für die keine zufriedenstellenden Alternativen existieren und für die die
Verwendung von Pestiziden, die die betreffenden Wirkstoffe enthalten, zulässig ist

Die Verwendung von Neonicotinoiden ist in folgenden Kulturen erlaubt:

- 1° Erzeugung von Pflanzkartoffeln zur Behandlung des Pflanzguts gegen Läuse (Virosen);
- 2° Zuckerrüben und Zichorien zur Behandlung gegen Bodenschädlinge;
- 3° Erzeugung von Industriegemüse zur Behandlung gegen Möhrenfliegen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. März 2018 zum Verbot der Verwendung von Neonicotinoide enthaltenden Pestiziden beigefügt zu werden.

Namur, den 22. März 2018

Für die Regierung :
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/201629]

22 MAART 2018. — Besluit van de Waalse Regering houdende een verbod op het gebruik van neonicotinoïden in pesticiden

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw, de artikelen 4/1 et 4/2, ingevoegd bij het decreet van 20 oktober 2016;

Gelet op de beslissing van de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling) om geen advies uit te brengen op de datum van 26 juni 2017;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse hoge raad voor natuurbehoud), gegeven op 27 juni 2017;

Gelet op het rapport van 17 november 2017 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 62.698/4 van de Raad van State, gegeven op 15 januari 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat, krachtens artikel 4/1 van het voornoemde decreet van 10 juli 2013, de Regering de toepassing van pesticiden op iedere plaats kan reglementeren, indien nodig, tijdelijk of voor een onbepaalde duur verbieden, als deze pesticiden werkzame stoffen bevatten die een risico vormen voor de bescherming van het leefmilieu, voor de menselijke gezondheid of voor het natuurbehoud;

Overwegende dat de neonicotinoïden systemische insecticide werkzame stoffen zijn die tegelijk als gewasbeschermingsmiddelen en als biociden worden gebruikt door professionele en niet-professionele gebruikers; dat deze stoffen worden goedgekeurd in de Europese Unie door de Uitvoeringsverordening (EU) nr. 540/2011 van de Commissie van 25 mei 2011 tot uitvoering van Verordening (EG) nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad;

Overwegende dat Uitvoeringsverordening (EU) nr. 485/2013 van de Commissie van 24 mei 2013 tot wijziging van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 540/2011, wat de voorwaarden voor goedkeuring van de werkzame stoffen clothianidin, thiamethoxam en imidacloprid betreft, en houdende een verbod op het gebruik en de verkoop van zaden die zijn behandeld met gewasbeschermingsmiddelen die deze werkzame stoffen bevatten, drastische beperkingen voorziet voor het gebruik van deze 3 neonicotinoïden sinds 1 december 2013 op basis van het verslag uitgebracht door de "EFSA" op 16 januari 2013;

Overwegende dat de Hoge Gezondheidsraad in zijn advies nr. 9241 van 19/07/2016 besluit dat de resultaten van het onderzoek WIA (*Worldwide Integrated Assessment*) alsook die van het onderzoek van de EASAC (*European Academies Science Advisory Council*) in termen van gevolgen op de menselijke gezondheid en de ecosystemen belangrijke alarmsignalen vormen. Dat hij de aanneming van een preventieve aanpak aanbeveelt en dat hij de hoogdringendheid van bijkomende onderzoeken onderstreept inzake de toxiciteit van de neonicotinoïden, de menselijke blootstelling aan deze neonicotinoïden, alsook inzake hun gevolgen op de ecosystemische diensten;

Overwegende dat, in het licht van deze waarnemingen rond de gevolgen van neonicotinoïden op de menselijke gezondheid, alsook hun impact op het leefmilieu en de natuur, het voorzorgsbeginsel in aanmerking dient genomen te worden;

Overwegende dat, in zijn arrest van 11 september 2002, Pfizer Animal Health S.A. tegen de Raad van de Europese Unie (T-13/99, ECLI: EU: T: 2002: 209) de Rechtbank van de Europese Unie het voorzorgsbeginsel herhaald heeft en de plichten die eruit voortvloeien; dat, aldus, als het "verboden is om een louter hypothetische aanpak van het risico aan te nemen en de beslissingen naar een "nulrisico" te oriënteren, de communautaire instellingen evenwel rekening moeten houden met hun verplichting, krachtens artikel 29, § 1, eerste lid, van het verdrag, om te zorgen voor een hoog niveau van bescherming van de menselijke gezondheid, dat, om verenigbaar te zijn met deze bepaling, niet noodzakelijk technisch het hoogste haalbare niveau moet zijn. (...) De bepaling van het niveau van het risico dat niet aanvaardbaar wordt geacht, hangt af van de beoordeling dat de bevoegde overheid toont voor de bijzondere omstandigheden van elk voorliggend geval. In dat opzicht kan deze overheid o.a. rekening houden met de ernst van de impact van het plaatshebben van dit risico op de menselijke gezondheid, met inbegrip van de omvang van mogelijke nadelige gevolgen, het voortbestaan, de omkeerbaarheid of de mogelijke late effecten van deze schaden alsook de min of meer concrete waarneming van het risico op basis van de beschikbare stand van de wetenschappelijke kennis";

Overwegende dat "In het bijzonder, er opgemerkt [dient] te worden dat het voorzorgsbeginsel toelaat aan de communautaire instellingen om, in het belang van de menselijke gezondheid, maar op basis van een nog onvolledige wetenschappelijke kennis, beschermingsmaatregelen aan te nemen die, zelfs grondig, beschermde rechtsopvattingen kunnen aantasten en geeft, in dat opzicht, aan de instellingen een belangrijke beoordelingsruimte";

Overwegende dat, om de redenen die voorafgaan, de neonicotinoïden als werkzame stoffen moeten worden beschouwd die in de zin van artikel 4/1 van het decreet van 10 juli 2013 een risico betekenen voor de bescherming van het leefmilieu, voor de menselijke gezondheid of voor het natuurbehoud;

Overwegende dat het gebruik van elke pesticide (gewasbeschermingsmiddelen en biociden) dat neonicotinoïden bevat op het grondgebied van het Waalse Gewest verboden moet worden, en dit, rekening houdend met de risico's die ze kunnen betekenen voor de menselijke gezondheid en het leefmilieu;

Gelet op de parlementaire werken die geleid hebben tot de aanneming van de resolutie "om een strategie te bepalen voor het verbod op pesticiden met neonicotinoïden in Wallonië" nr. 256 van 16 november 2017, en namelijk de verhooren van de "CRA-W" en de KBIVB;

Gelet op de overzichtstabel van de al dan niet toestand van afhankelijkheid aan neonicotinoïden en de mogelijkheid van vervanging voor de producten die neonicotinoïden bevatten per sector, opgesteld door het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst in samenwerking met het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en de Pilootcentra voor de ontwikkeling en de vulgarisatie in de landbouw; Dat deze tabel toelaat om de gevallen de rechtvaardigen waarvoor er een vervangingsmiddel bestaat;

Gelet op het technisch dossier van "INERIS" betreffende de technisch-economische gegevens over de chemische stoffen in Frankrijk over de neonicotinoïden;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 10 juli 2013 : het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

2° de neonicotinoïden : de systemische insecticide werkzame stoffen die actief zijn op het centrale zenuwstelsel van de insecten als nicotinehoudende receptorantagonisten van de acetylcholine;

3° de professionele gebruiker : persoon die pesticiden gebruikt in het kader van zijn beroepsactiviteiten;

4° de niet-professionele gebruiker: persoon die pesticiden gebruikt en niet onder de definitie bedoeld in 3° valt;

5° de distributeur : iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon gevestigd in het Waalse Gewest die pesticiden op de markt brengt, onder anderen groothandelaars, kleinhandelaars, verkopers en leveranciers;

6° de Minister: de Minister van Leefmilieu.

Wat punt 3° betreft worden de bedoelde werkzame stoffen opgesomd in bijlage I bij dit besluit.

Art. 2. Het gebruik van elke pesticide dat neonicotinoïden bevat, is verboden.

In afwijking van het eerste lid, kunnen pesticiden die neonicotinoïden bevatten, waarvoor er geen bevredigende alternatieven bestaan, worden gebruikt door professionele gebruikers die houder zijn van een fytollicentie P1, P2 of P3 in het kader van een landbouwactiviteit in de zin van artikel D.3, 1°, van het Waalse landbouwwetboek.

Bijlage II bij dit besluit maakt de lijst op van de gebruiken waarvoor er geen bevredigende alternatieven bestaan en waarvoor het gebruik van pesticiden die de bedoelde werkzame stoffen bevatten, is toegelaten. Om ervoor te zorgen dat de professionele gebruikers van pesticiden die de bij bijlage II betrokken werkzame stoffen bevatten, specifiek in kennis worden gesteld van het risico van deze stoffen voor de bescherming van het leefmilieu, voor de menselijke gezondheid of voor het natuurbehoud, kan de Minister een uitlegbrochure opmaken die ter beschikking wordt gesteld van deze professionele gebruikers.

In afwijking van het eerste lid, kunnen pesticiden die neonicotinoïden bevatten worden gebruikt door professionele gebruikers die houder zijn van een fytollicentie P1, P2 of P3 wegens het natuurbehoud, het behoud van het plantenerfgoed of de veiligheid van personen, met inbegrip van de bestrijding van invasieve exotische soorten. Voor de bestrijding van invasieve exotische soorten vindt deze afwijking plaats in laatste instantie, voor een beperkte behandeling en met de meest geschikte middelen.

In afwijking van het eerste lid, kunnen biociden die neonicotinoïden bevatten, worden gebruikt door professionele gebruikers geregistreerd als gebruikers van biociden van het gesloten circuit, wegens het natuurbehoud, het behoud van het plantenerfgoed, het beheer van de sanitaire risico's of de veiligheid van personen, met inbegrip van de bestrijding van invasieve exotische soorten. Voor de bestrijding van invasieve exotische soorten bedoeld bij de omzendbrief van 23 april 2009 betreffende de invaderende exotische soorten, alsook voor de bestrijding van de soorten *Carduus crispus*, *Cirsium lanceolatum*, *Cirsium arvense*, *Rumex crispus*, *Rumex obtusifolius* vindt deze afwijking plaats in laatste instantie, voor een beperkte behandeling en met de meest geschikte middelen.

Art. 3. De distributeurs brengen de koper van pesticide dat neonicotinoïden bevat op de hoogte van het verbod op het gebruik bedoeld in artikel 2. Ze informeren hem over de risico's van neonicotinoïden voor de bescherming van het leefmilieu, voor de menselijke gezondheid en voor het natuurbehoud.

Om de informatie bedoeld in het eerste lid te bevorderen, bewaren de distributeurs de pesticiden die neonicotinoïden bevatten achter slot en grendel of in een etalage zonder vrije toegang voor de particuliere kopers.

De Minister kan de inhoud, de vorm en de modaliteiten van de verplichte informatieverstrekking bedoeld in het eerste lid bepalen.

Alleen het personeel dat over een fytollicentie van het type NP of P3 beschikt, kan de informatie bedoeld in het eerste lid verstrekken. Deze verplichting is niet van toepassing bij de verkoop van pesticiden ingedeeld in het vrije circuit in de zin van het koninklijk besluit van 8 mei 2014 betreffende het op de markt aanbieden en het gebruiken van biociden. De Minister kan een uitlegbrochure opmaken die ter beschikking wordt gesteld van deze professionele gebruikers.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2018.

Art. 5. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 maart 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage I. Onvolledige lijst van de werkzame stoffen bedoeld bij de omschrijving van "Neonicotinoïden"
Werkzame stoffen bedoeld in artikel 1, 3°, van dit besluit en houdende een verbod op het gebruik van pesticiden die Neonicotinoïden bevatten

1° Imidacloprid;

2° Thiacloprid;

3° Thiamethoxam;

4° Clothianidin;

5° Acetamiprid.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2018 houdende een verbod op het gebruik van neonicotinoïden in pesticiden.

Namen, 22 maart 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage II Lijst van de gebruiken waarvoor er geen bevredigende alternatieven bestaan en waarvoor het gebruik van pesticiden die de bedoelde werkzame stoffen bevatten, is toegelaten.

Het gebruik van neonicotinoïden is toegelaten voor de teelten:

1° productie van pootaardappelen, voor de behandeling van het zaaizaad tegen bladluizen (virusziekte);

2° van bieten en cichorei voor de behandeling van het zaaizaad tegen de vernielers van de grond;

3° van de productie van industriële groenten voor de behandeling tegen de wortelvlieg.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2018 houdende een verbod op het gebruik van neonicotinoïden in pesticiden.

Namen, 22 maart 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL

[C – 2018/11679]

20 MAART 2018. — Ministerieel besluit tot wijziging van de bijlage bij het ministerieel besluit van 23 juli 2002, tot vaststelling van de lijst van ongezonde, hinderlijke of lastige werken of werken die gevoelens van onveiligheid, vrees en onzekerheid oproepen bij de personeelsleden die ermee belast zijn, die de toekenning van een vaste uurtoelage aan de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest rechtvaardigen

De Minister-President, belast met het Openbaar ambt,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 16 juli 1993, artikel 87 § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingenartikel 40, § 1;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikel 390, lid 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 juli 2002, tot vaststelling van de lijst van ongezonde, hinderlijke of lastige werken of werken die gevoelens van onveiligheid, vrees en onzekerheid oproepen bij de personeelsleden die ermee belast zijn, die de toekenning van een vaste uurtoelage aan de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest rechtvaardigen;

Gelet op het advies van de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk, gegeven op 19 april 2017;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 september 2017;

Gelet op de 'gendertest' uitgevoerd op 17 oktober 2017 met toepassing van artikel 3, 2° van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 24 oktober 2017;

Gelet op het protocol van het Comité Sector XV nr. 2017/33n van 4 december 2017;

SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

[C – 2018/11679]

20 MARS 2018. — Arrêté ministériel modifiant l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2002 fixant la liste des travaux insalubres, incommodes, pénibles ou pouvant provoquer des sentiments d'insécurité, d'appréhension et d'inquiétude chez les agents qui en sont chargés, qui justifient l'octroi d'une allocation horaire forfaitaire aux agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Ministre-Président, chargé de la Fonction publique,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 16 juillet 1993, l'article 87, § 1^{er};

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 40 § 1^{er};

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 390, alinéa 2;

Vu l'Arrêté ministériel du 23 juillet 2002 fixant la liste des travaux insalubres, incommodes, pénibles ou pouvant provoquer des sentiments d'insécurité, d'appréhension et d'inquiétude chez les agents qui en sont chargés, qui justifient l'octroi d'une allocation horaire forfaitaire aux agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis de Service interne de Prévention et de Protection au travail, donné le 19 avril 2017;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 septembre 2017;

Vu le test "gender" effectué le 17 octobre 2017 en application de l'article 3, 2° de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 octobre 2017;

Vu le protocole du Comité de Secteur XV n°2017/33 du 4 décembre 2017;